SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 27 AOUT 2020
Commune de QUINCEY 70000

L'an deux mille vingt, et le vingt-sept du mois d'août à dix-neuf heures trente, en application du III de l'article 19 de la loi n° 2020-290 du 23 mai 2020 et des articles L2121-7 et L2122-8 du CGCT (code général des collectivités territoriales), s'est réuni le conseil municipal de la commune de QUINCEY, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire le vingt-et-un août 2020, conformément aux articles L2121-10 et L2121-11 du CGCT.

Etaient présents :

M. Bruno BIDOYEN, Mme Annie BAUMLIN, M. Joseph NICOT, Mme Lucie REYNAUD, M. Christian CHAUSSALET, Mme Véronique BATISSE, M. Romain MUNIER, Mme Séverine CHARLOT, M. Pierre ARTAUX, M. Stéphane CHEVILLARD, Mme Estelle TURAN, Mme Marie-Noëlle MOUGIN, M. Valentin COLLEUILLE, Mme Caroline DORMOY.

Absent excusé : /

Ont donné pouvoir : Mr Gilles GARDIENNET à Mme Marie-Noëlle MOUGIN

Mme Véronique BATISSE a été élu(e) secrétaire de séance.

OUVERTURE DE SEANCE

Le Maire ouvre la séance en excusant les conseillers empêchés et en énonçant les pouvoirs donnés. La délibération concernant la vente d'un terrain communal est retiré de l'ordre du jour.

DECISION MODIFICATIVE – BUDGET PRINCIPAL

38/2020

Le Maire expose au conseil municipal qu'il convient d'effectuer des ajustements sur le budget primitif Principal, afin de régulariser l'opération de cession du corrélateur effectuée en mai 2020.

Révision de crédits proposée :

Fonctionnement :

Chapitre 77/article 775 :	- 6 000.00 €
Chapitre 023/article 023 :	- 6 000.00 €

Investissement :

Chapitre 024/article 024 :	+ 6 000.00 €
Chapitre 021/article 021 :	- 6 000.00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, approuve la révision de crédits proposée ci-dessus.

EXTENSION DU RESEAU D'ELECTRICITE – LOTISSEMENT PRIVE DE CHAMPADMOY

39/2020

Monsieur le Maire expose qu'il y a lieu de prévoir une extension du réseau concédé d'électricité pour le lotissement privé « Champdamoy » de quatre parcelles.

Ces travaux sont de la compétence du syndicat intercommunal d'électricité du département de la Haute-Saône (SIED70) auquel adhère la commune.

L'avant-projet définitif de ces travaux établi par les services du SIED 70 prévoit l'extension souterraine du réseau concédé d'électricité longue d'environ 65 mètres avec la mise en place dans la tranchée d'une gaine d'éclairage public en attente.

Monsieur le Maire précise que cette opération pourrait bénéficier d'une aide financière du SIED 70 égale à 55 % du montant total des travaux.

Le conseil municipal, après avoir entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Demande au SIED 70 de procéder d'une part à l'étude détaillée de cette opération selon l'avant-projet définitif présenté par monsieur le Maire.
- Demande que la participation financière demandée par le SIED 70 soit prise en charge par Monsieur FALLOUEY.

DESIGNATION D'UN DELEGUE DU CNAS

40/2020

Monsieur le Maire rappelle que la commune est adhérente du Comité National d'Action Sociale (CNAS) depuis le 1^{er} janvier 2008. Cet organisme fournit des prestations d'action sociale à l'ensemble des agents de la collectivité.

A chaque renouvellement de mandat, la collectivité doit désigner un délégué représentant le collège des élus.

Monsieur le Maire propose de nommer Mme Séverine CHARLOT en qualité de délégué(e) des élus.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide de désigner Mme Séverine CHARLOT comme représentant(e) des élus au CNAS pendant la durée du mandat.

CONVENTION SUR L'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DES DROITS DES SOLS

41/2020

Monsieur le Maire présente le projet de convention relative à la délégation à la Communauté d'Agglomération de Vesoul de l'instruction des autorisations d'urbanisme. Cette convention est proposée à chaque renouvellement de mandat.

La commune de Quincey délègue à la CAV l'instruction des décisions en matière d'urbanisme délivrées au nom de la commune par son maire.

La Communauté d'Agglomération de Vesoul s'engage à assurer le travail administratif, juridique et technique préalable à la délivrance des autorisations d'urbanisme par le maire de la commune.

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal émet un avis favorable et autorise le Maire à signer la convention telle qu'elle a été présentée.

MAINTIEN OU NON D'UN ADJOINT SUITE A UN RETRAIT DE DELEGATION

42/2020

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'arrêté du 17 août 2020 portant retrait de délégations à madame Annie BAUMLIN,
Vu l'exposé de monsieur le Maire,

Considérant que la perte de confiance envers madame Annie BAUMLIN devient préjudiciable à la bonne marche de l'administration communale,

Conformément à l'article L2122-18 du CGCT, il est précisé que « lorsque que le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions ».

Selon l'article L2121-21 du CGCT, le vote a lieu par principe au scrutin public, mais il peut avoir lieu à scrutin secret si un tiers des membres présents à l'assemblée le demande. En conséquence, monsieur le Maire propose tout d'abord de voter les modalités du vote.

Le conseil décide à, à l'unanimité, de voter à bulletin secret.

Le dépouillement donne les résultats suivants :

Nombre de bulletins dans l'urne : 15

Nombre de bulletins blancs ou nuls : 2

Nombre de bulletins exprimés : 13

Pour le maintien de madame BAUMLIN dans ses fonctions : /

Contre le maintien de madame BAUMLIN dans ses fonctions : 13

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, de ne pas maintenir madame BAUMLIN dans ses fonctions d'adjointe au maire.

DETERMINATION DU NOMBRE D'ADJOINTS AU MAIRE

43/2020

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°11/2020 du 28 mai 2020 fixant à quatre le nombre d'adjoints,

Vu la délibération n°42/2020 de la présente séance, par laquelle le conseil municipal s'est prononcé sur le non-maintien de madame Annie BAUMLIN dans ses fonctions d'adjointe au Maire,

Considérant que cette décision ayant pour effet de rendre vacant un poste d'adjoint au Maire, il convient de se prononcer sur le nombre d'adjoints.

Monsieur le Maire rappelle qu'en vertu de l'article L2122-2 du CGCT, le conseil municipal détermine librement le nombre d'adjoints sans que celui-ci ne puisse excéder 30 % de l'effectif légal du conseil municipal, soit un effectif maximal de 4 adjoints pour la commune de Quincey.

Le Maire propose au conseil municipal de conserver le même nombre d'adjoints et de désigner un nouvel adjoint qui occupera dans l'ordre du tableau le même rang que l'élu qui occupait précédemment le poste devenu vacant (art. L.2122-10 al.4 du CGCT).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à une abstention, décide de maintenir le nombre d'adjoints à quatre et d'attribuer au nouvel adjoint le même rang que celui devenu vacant.

ELECTION DU PREMIER ADJOINT

44/2020

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°42/2020 de la présente séance, par laquelle le conseil municipal s'est prononcé sur le non-maintien de madame Annie BAUMLIN dans ses fonctions d'adjointe au Maire,

Vu la délibération n°43/2020 de la présente séance fixant à quatre le nombre d'adjoints, et décidant d'attribuer au nouvel adjoint le même rang que celui laissé vacant,

Considérant qu'en cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu au scrutin secret et à la majorité absolue,

Il est proposé de procéder aux opérations de vote.

Est candidate : madame Véronique BATISSE

Le dépouillement donne les résultats suivants :

Nombre de votants : 15

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 15

Nombre de bulletins blancs ou nuls : 1

Nombre de suffrages exprimés : 14

Majorité absolue : 8

Madame Véronique BATISSE ayant obtenu la majorité absolue, est proclamée 1^{ère} adjointe au Maire.

Le tableau du conseil municipal sera mis à jour et annexé à la présente délibération.